

---

# CADRE ET MODALITÉS D'EXÉCUTION DE LA GIRE DANS LE BASSIN DU FLEUVE SENEGAL

## Session 2

---

**Ely MOHAMED EL HADJ**  
**Conseiller Juridique OMVS**

**Durée max présentation : 15mn**  
**Nbre diapos max : 12**

Splendid Hotel. 28,29,30 Novembre 2023, Ouagadougou, Burkina Faso

# Plan de présentation

- PROBLÉMATIQUE
- OBJECTIFS
- MISE EN ŒUVRE ET MESURES PRISES
- RÉSULTATS ATTEINTS
- LEÇONS APPRISES
- RECOMMANDATIONS POUR UNE MISE À L'ÉCHELLE

# Problématique

- L'eau est un bien rare - donc potentiellement objet de conflits - et la compétition entre les usages va croissant : il y a problème lorsque les quantités d'eau demandées pour chaque usage pris séparément deviennent assez importantes
- La maîtrise incomplète de l'eau du bassin induit une faiblesse de sa disponibilité pour les besoins des différents secteurs et usagers. Elle expose aussi aux conséquences fâcheuses des inondations
- Les défis relatifs à la qualité de la ressource en eau et partant à la conservation de la ressource et de l'environnement sont générateurs de multiples risques
- La disponibilité de l'eau est un facteur de prévalence des maladies liées à l'eau d'où des problèmes de santé publique
- Perturbations causées par le changement climatique et dégradation des écosystèmes/perte de biodiversité

# Objectifs

A travers ses missions définies à sa création le 11 mars 1972, l'OMVS cherche à répondre aux enjeux suivants :

- **Mettre l'eau au cœur du développement économique du bassin ;**
- **Rechercher des solutions régionales ;**
- **Créer des synergies et coordonner les actions et les moyens ;**
- **Maîtriser l'eau.**

# Mise en œuvre et mesures prises (1/7)

- **La Convention relative au statut juridique de fleuve Sénégal**
  - Le fleuve Sénégal, y compris ses affluents, est déclaré « cours d'eau international » sur les territoires de la République de Guinée, de la République du Mali, de la République Islamique de Mauritanie et de la République du Sénégal. Elle garantit la liberté de navigation et l'égalité dans toutes les formes d'utilisation de l'eau du fleuve
  - Une analyse combinée des dispositions de la convention fait ressortir les principes ayant trait au caractère international des eaux du bassin, à l'exploitation agricole et industrielle des eaux, à la navigation et au transport.

# Mise en œuvre et mesures prises (2/7)

- **La Commission Permanente des Eaux :**

- Un organe permanent de l'organisation qui émet des avis consultatifs en direction du Conseil des Ministres pour différentes situations données ;
- Elle est l'organe le plus directement impliqué dans la gestion de l'eau ;
- Elle gère à la fois les conflits, la répartition de l'eau entre les différents États et entre les usages de l'eau ainsi que les risques et incertitudes liés à l'hydrologie et à la climatologie dans le bassin versant du fleuve Sénégal

# Mise en œuvre et mesures prises (3/7)

- **La Charte des Eaux du fleuve Sénégal :**
  - Fixe les principes et modalités de répartition des eaux entre les secteurs d'utilisation
  - Définit les modalités d'examen et d'approbation des nouveaux projets
  - Détermine les règles relatives à la préservation et à la protection de l'environnement
  - Définit le cadre et les modalités de participation des usagers de l'eau dans la prise des décisions de gestion des ressources

# Mise en œuvre et mesures prises (4/7)

- **Le Programme d'Optimisation de la Gestion des Réservoirs de Manantali et de Diama**

Sa finalité est de satisfaire les usages suivants :

- l'agriculture de décrue
- l'irrigation
- les populations
- l'élevage
- les eaux souterraines
- la qualité des eaux
- la production d'énergie électrique
- l'adduction d'eau potable

- **La SOGED** en charge du service public de l'eau



# Mise en œuvre et mesures prises (5/7)

- **Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) :**
  - Le SDAGE est le document de planification stratégique de référence de l'OMVS. Il instaure une vision globale du développement du bassin intégrant les différents objectifs sectoriels, parfois antagonistes (hydroélectricité, navigation, approvisionnement en eau potable et de assainissement, transport, agriculture, élevage, pêche, exploitation minière et industrie...)
  - Il a pour objectif global d'éviter la surexploitation des milieux et des ressources naturels, en permettant leur gestion efficace, équitable et durable, tout en permettant un développement des activités humaines dans le bassin versant du fleuve Sénégal
  - Il vise à réduire les risques de conflits liés à la disponibilité ou à l'accessibilité à la ressource en eau et contribue ainsi à la paix et la stabilité des pays membres

# Mise en œuvre et mesures prises (6/7)

- **Projets mis en œuvre pour la gestion des eaux du bassin :**
  - Projet de gestion des ressources en eau et de l'environnement du bassin du fleuve Sénégal (GEF/BFS/OMVS, 2004 à 2008) avec pour objectif de développement : « d'établir un cadre environnemental stratégique et participatif pour le développement durable du Bassin du fleuve Sénégal et de lancer, au niveau de l'ensemble du bassin, un programme coopératif pour la gestion transfrontalière des ressources en eau et en terres »
  - Projet GIRE Trust Fund exécuté en trois phases de 2005 à 2022 grâce, en complément au Projet FEM/BFS dans sa première configuration et, par la suite, au Projet de Gestion Intégrée des Ressources en Eau et de Développement des Usages Multiples du bassin du fleuve Sénégal (PGIRE). Objectifs : « (i) faciliter la mise en place des bases stratégiques qui permettront une exploitation rationnelle de la ressource en eau du bassin en vue, entre autres, de contribuer à la réduction de la pauvreté ; (ii) fournir aux États riverains un cadre de référence en matière d'interventions stratégiques dans le domaine de la GIRE et de l'environnement ; et (iii) formuler et exécuter un programme d'activités qui vise la réalisation de ces objectifs »

# Mise en œuvre et mesures prises (7/7)

- Le Projet de Gestion Intégrée des Ressources en Eau et de Développement des Usages à Buts Multiples du bassin du fleuve Sénégal (PGIRE) : réalisé en deux phases sur la période de 2007 à 2013 pour la phase 1 et sur la période de 2014 à juin 2023 pour la phase 2
  - Un projet multisectoriel, multi acteurs et à vocation régionale de par sa conception et son approche
  - Un objectif de développement : appuyer le développement des usages de l'eau dans le bassin du fleuve Sénégal de manière concertée entre les pays membres de l'OMVS
  - Un objectif environnemental global : renforcer les capacités de l'OMVS à prendre en compte le changement climatique dans le développement et la gestion concertés des ressources en eau dans le bassin du fleuve Sénégal

# Résultats atteints (1/3)

- Les risques liés à l'insécurité alimentaire ont connu une régression notoire et le bassin tend à devenir une zone attractive pour les investissements
- L'élargissement de l'infrastructure d'ouvrages communs (Diama, Manantali, Félou, Gouina, ouvrages de prise d'eau, endiguements) a favorisé une meilleure maîtrise de l'eau du fleuve
- Les conditions créées par une meilleure maîtrise de l'eau du fleuve ont permis la régénération de milieux et d'habitats naturels qui étaient largement affectés par les années de sécheresse : régénération du couvert végétal et revivification des zones humides
- La gestion de l'eau se fait selon les consignes de la Commission Permanente des Eaux (CPE) en respect des directives d'exploitation et de maintenance des barrages de Diama et de Manantali
- Le dialogue entre les acteurs de l'espace OMVS autour de ces questions a toujours prévalu et a permis de garantir la satisfaction des objectifs fixés par la Commission Permanente des Eaux (CPE)
- Un réseau optimal de stations limnimétriques est fonctionnel permettant ainsi le suivi de la qualité de l'eau

# Résultats atteints (2/3)

Au terme du PGIRE, les réalisations phares pour l'atteinte des objectifs de développement assignés au projet sont, entre autres :

- L'élaboration du nouveau modèle de répartition des coûts et charges qui définit la quote-part de chaque Etat dans la réalisation des ouvrages communs ;
- La réalisation/réhabilitation de plus 11 000 ha d'aménagements hydroagricoles pour le développement de l'agriculture irriguée et d'ouvrages d'appui à l'exploitation des ressources halieutiques ;
- La mise à disposition des populations du bassin de moyens de prévention et de lutte contre le paludisme et les Maladies Tropicales Négligées (MTN) ;
- La mise en œuvre de projets pilotes d'adaptation au changement climatique ;
- La réhabilitation du barrage de Diama, la réalisation d'études techniques de préinvestissement pour le développement des ouvrages hydrauliques et hydro-électriques et de la navigation sur le fleuve Sénégal

# Résultats atteints (3/3)

Au plan de la gestion stricte de l'eau, des acquis récents ont été réalisés:

- Une nomenclature des seuils de prélèvement d'eau et de rejets dans le fleuve ;
- Le paiement des prélèvements et usages de l'eau est fondé :
  - d'une part, sur le **principe utilisateur-payeur**, suivant lequel les Utilisateurs de l'Eau doivent supporter les frais résultants de l'accomplissement des missions de Service Public de l'Eau et,
  - d'autre part, sur le **principe de couverture**, suivant lequel les Utilisateurs participent aux coûts du Service Public de l'Eau de manière équitable, en fonction de leur utilisation
- Pour les rejets, le **principe de pollueur-payeur** est également retenu ;
- Un nouveau document de SDAGE à l'horizon 2050 ;
- Une première mouture du document de projet multi composantes axée sur la gestion de l'eau du BSF qui prendra le relai du PGIRE II ;

# Leçons apprises

Les principales leçons positives sont les suivantes :

- La maîtrise/gestion en commun des eaux partagées apporte une contribution significative à l'atteinte de l'objectif d'intégration régionale entre les Etats membres ;
- Le développement de synergies entre projets de tailles différentes rend possible la pérennisation de la sécurité de l'eau à la faveur d'un cadre d'intervention commun ;
- L'exécution directe par l'OMVS des projets permet de se concentrer sur des actions spécifiques et complémentaires impliquant les services techniques des Etats ;
- La création d'un cadre de partenariat/concertation avec la société civile et les communautés de base est une condition de réussite des activités de mise en œuvre de la GIRE.



# Recommandations pour une mise à l'échelle

- Mettre en œuvre de façon pratique le soutien de crue (génération d'une crue artificielle) lorsque cela est justifié et permis par l'hydraulicité annuelle du fleuve
- Mettre en place et assurer le fonctionnement effectif d'un dispositif de veille écologique, assurant, entre autres, la prévention de « l'introduction d'espèces étrangères ou nouvelles, de plantes ou d'animaux, susceptibles d'altérer l'écosystème »
- Assurer un contrôle accru des activités de production et d'orpaillage, mais aussi des rejets d'ordures ménagères et déchets domestiques susceptibles d'altérer les caractéristiques du milieu et la qualité des eaux ;
- Lutter à grande échelle contre les vecteurs de maladies et favoriser la prise en charge communautaire de la lutte antivectorielle
- Multiplier les réseaux AEP afin de généraliser l'accès à l'eau potable
- Disposer des outils de gestion des réservoirs (plan annuel, manuel de gestion, logiciels/outils de simulation et d'aide à la gestion en temps réel de barrage...)



# Merci de votre attention



## Plus d'information

Site web : [www.omvs.org](http://www.omvs.org)

Adresse email : [elymed.hadj@omvs.org](mailto:elymed.hadj@omvs.org)